

# **Les jeunes formés et insérés avec l'appui de AFOP au Cameroun : en route vers une agriculture familiale de deuxième génération ?**

## **Synthèse des résultats intermédiaires de trois études Montpellier SupAgro/IRC en cours**

**B. Wampfler, JACQUES AYITE - ANA LILIA HERNANDEZ ESPINOSA - MERLIN LEPPENS - GRETTEL RIVERA BLANCO - JAÏ SINELLE - MARGOT SCHAAD**

**Juin 2016**

### **1. Problématique et méthodologie des études**

A travers le programme AFOP, le Cameroun a choisi d'investir dans la formation agricole et l'accompagnement de l'insertion des jeunes formés en agriculture. L'hypothèse qui sous tend cet investissement est que la formation et l'accompagnement permettront une transformation de l'agriculture familiale du Cameroun en une « agriculture de seconde génération » - terme utilisé dans la communication institutionnelle du Cameroun – plus productive, plus à même de participer à la création de richesse et d'emploi, à l'alimentation urbaine et rurale, et à la stabilité sociale, à l'échelle nationale et à l'échelle des territoires. Les jeunes formés et insérés sont-ils en voie de devenir ces agriculteurs de deuxième génération ? Quelle est leur influence sur les territoires dans lesquels ils s'installent ? Telles sont les deux questions initiales posées à cette étude.

Les études réalisées en 2016 dans trois centres de formation accompagnés par AFOP s'attachent à l'analyse des conditions et effets de l'insertion des premières générations de jeunes formés et accompagnés par AFOP. En s'appuyant sur trois niveaux d'analyse (les jeunes et leur exploitation/ménage, les familles d'origine, le territoire), ces études visent à :

- Décrire et comprendre les processus d'insertion des premiers jeunes formés, les résultats obtenus, les problèmes rencontrés, les solutions adoptées ;
- Appréhender les transformations en cours au sein de l'agriculture familiale en comparant les jeunes AFOP et les agriculteurs référents
  - o sous l'angle technique
    - Repérer le degré de filiation entre les systèmes de production mis en place à l'installation et ceux pratiqués par les agriculteurs référents lors de la formation ;
    - Analyser les déterminants des écarts
    - Analyser l'évolution des systèmes de production depuis l'installation, identifier les principales inflexions opérées ainsi que les raisons qui président à ces réorientations
    - Evaluer les performances technico-économiques et agro-écologiques de ces systèmes, actuellement et en prospective. »
  - o économique : création de richesse, revenu, emploi ; insertion dans le marché et les filières, bancarisation.. .
  - o mais aussi social : place du jeune dans la famille et la communauté, processus d'inclusion/exclusion, prise de leadership, diffusion d'innovation, ....

Les études sont réalisées dans trois centres de formation appuyés par AFOP – CFR Bouam – Bafoussam et Sanguelima – représentatifs de trois situations régionales agro-économiques différenciées. Elles s'appuient sur des enquêtes auprès des jeunes formés et insérés, de leur famille, des agriculteurs référents, des acteurs du dispositif de formation – insertion, des jeunes installés dans les mêmes territoires mais sans appui spécifique, des acteurs des territoires. Les enquêtes auprès des jeunes insérés et des référents sont réalisées en deux temps : un premier entretien permet de discuter globalement du processus d'insertion (trajectoire du jeune, formation, projet, insertion, choix des systèmes de production, mode de mise en œuvre, résultats obtenus jusqu'ici, difficultés rencontrées, perception de la formation et de l'accompagnement AFOP, insertion dans le territoire, perspectives, ...) ; un second entretien permet d'approfondir l'analyse du système de production et d'affiner les calculs de résultats technico économiques. Les premiers entretiens sont achevés avec les jeunes et bien engagés avec les référents - la synthèse intermédiaire présentée ici s'appuie sur cette première série d'entretiens. Les entretiens d'approfondissement viennent d'être engagés et seront achevés fin juillet ; ils permettront notamment d'affiner les résultats chiffrés.

Cette synthèse intermédiaire rend compte des premiers résultats de ces études, à l'issue de deux mois d'enquêtes par les trois binômes étudiants et d'un atelier de mise en commun et discussion avec l'un des tuteurs. Ces résultats sont provisoires et seront approfondis et étayés dans la suite du travail.

Une première section de la synthèse présente une analyse du processus d'insertion des jeunes ; la deuxième section s'interroge sur les transformations observables dans le sens d'une agriculture de 2<sup>ème</sup> génération ; la troisième section revient sur l'influence des jeunes sur leur territoire.

Centre	Bafoussam	Sanguelima	Bouam
Personnel	directeur, CI, moniteur stagiaire (x1), monitrices (x3), secrétaire (x1)	1 directeur, 1 monitrice, 1 Conseiller insertion, 2 moniteurs stagiaires	4 AFOP 6 personnels MINEPIA
Nombre total apprenants formés	?		93
Nombre total de jeunes insérés	48	29 insérés sur les 2 premières promotions 2011-2013 et 2013-2015	93 formé et 35 inséré, et 70 d'ici fin 2016.

## 2. Synthèse des premiers résultats

### 21. Où en sont les jeunes AFOP dans leur processus d'insertion / installation ?

#### *Des trajectoires de « retour à l'agriculture »*

A l'exception du centre de Bafoussam où plusieurs insérés sont allochtones, et des insérés femmes qui vont s'installer dans la commune de leur mari après leur mariage, la plupart des insérés sont originaires de la région où ils se sont installés. Leur ancrage local est donc le plus souvent ancien et familial. Ceux qui ne sont pas de la région et n'ont pas de famille sur place, ont plus de difficultés pour s'installer, l'accès aux bâtiments et à la terre étant moins facile ; à l'inverse ces insérés semblent rencontrer moins de difficultés (jalousie, conflit) avec le voisinage ou la famille. La plupart d'entre eux sont partis quelques années pour tenter leur chance à la ville. Ils ont fait de multiples petits métiers plus ou moins qualifiés (taxi moto, call box, cuisinières, secrétaires, buvette, hôtesses dans une compagnie de bus, ...) ou ont suivi des formations qui ont fini par aboutir à des échecs et des abandons scolaires, pour cause d'échec à l'examen, manque de moyens ou problèmes familiaux. D'autres avaient des projets sans lien avec l'agriculture (football, université...) mais ont rencontré des difficultés pour continuer dans ces voies (manque d'argent, blessure...). De retour dans leur communauté d'origine depuis un temps plus ou moins long, ils avaient des petites activités non agricoles et ou des activités agricoles de petite envergure, développées à leur propre compte ou réalisées dans l'exploitation du père ; d'autres se contentaient de « trainer au chômage », sans perspective d'avenir bien établies, voire étaient sur la voie de la délinquance.

Ils ont eu connaissance de la possibilité de formation d'exploitant agricole par diverses voies : les réseaux de la famille et des amis, la radio, les affichages, des contacts avec les personnels des centres, les membres de la commission territoriale, les acteurs du territoire (maire, délégués MINEPIA/MINADER, coopérative), etc... Souvent poussés par les familles, ne voulant pas rester « trainer au quartier » ou être un poids pour la famille, ils ont décidé de suivre la formation, parfois sans grande conviction au départ, et avec une forte motivation par rapport à la « ration » (subvention de 1000 cfa /jour de formation au centre couvrant les frais d'alimentation) et la perspective annoncée d'une subvention d'installation. Pendant les deux années de formation, un grand nombre d'entre eux mettent en place des activités agricoles vivrières pour couvrir les besoins de leurs familles ou leurs propres besoins pendant la formation – les 1000 F/Jour de subvention ne suffisant pas. Les parents, les conjoints assurent pendant cette période le suivi des activités agricoles initiées par certains jeunes avant ou pendant la formation. Dans les trois centres, les insérés rencontrés font partie des deux premières générations d'apprenants pour qui la subvention d'investissement (1,5million CFA) est arrivée avec un différé souvent important par rapport à la fin de la formation.

#### **Des systèmes de production typés selon les centres et ayant évolué depuis la phase projet**

Les systèmes de production choisis par les insérés présentent une certaine homogénéité au sein de chaque centre. A Bafoussam, ce sont les productions d'élevage à cycle court qui sont au cœur des projets. A Bouam, la cacaoculture est très fortement présente. A Sanguelima, les productions forestières sont au cœur des projets des jeunes. Tous les systèmes de production mis en œuvre conservent une part de production vivrière contribuant à l'alimentation de la famille.

## Systèmes de production des jeunes insérés ayant fait l'objet des enquêtes

### Bafoussam

Poulets (500) + maïs/haricot (3 ha)  
Poulets (500) + maïs/haricot/pdt/maïs/pdt (0,5 ha) + porc (2 - engraissement)  
Poulets (800) + maïs/maïs\*haricot (0,05 ha)  
Poulets (1000) + maïs/maïs\*haricot (1 ha) + porc (3 - reproduction)  
Poulets (500) + porcs (4 – engraissement)  
Poulets (300) + maïs\*haricot/maïs\*haricot (7000 m<sup>2</sup>)  
Poulets (1300) + maïs/haricot (0,5 ha)  
Poulets (600) + maïs\*haricot/haricot (autour concession)  
Poules pondeuses (200) + maïs\*haricot/haricot (0,5 ha) + poulets (30)  
Poules pondeuses (1000) + maïs/haricot (0,5 ha)  
Poules pondeuses (2600) + pdt/carotte/maïs (3ha) + carotte (1ha) + pdt (6ha)  
Porc (11 - engraissement) + maïs/maïs\*haricot (1 ha)  
Porc (16 - engraissement) + maïs/haricot (1,5 ha) + poulets (30)  
Porc (10 – engr+repro) + maïs/haricot (1,75 ha) + apiculture (récent) + champi (?)  
Porc (14 – eng) + maïs\*haricot/haricot (1200 m<sup>2</sup>) +canard + lapin

### Sanguelima (productions)

Poulet de chairs : 9 (50 à 600 poulets)  
Porc : 13 (environ une dizaine)  
Pisciculture : 4 (étangs de 100 à 600 m<sup>2</sup>)  
Palmier à huile : 7 (2ha max)  
Cacao : 18 (1/2ha à 3 ha)  
Maraichage : 1 (1/4 ha)  
Poivre : 1 (1 ha)  
Hévéa: 1 (1ha)  
Maïs pur : 8 (500m<sup>2</sup> à 1ha)

### Bouam :

Cacao + BP + macabo > 2 ha >  
Maïs + Palmier à huile > 2ha > 2 personnes  
Canne à sucre > 1 personne  
Caféier > 1 personne  
Poulet de chaire > 2-3 personnes  
Porc

Le choix des systèmes de production est d'abord lié aux potentialités des lieux d'installation, à la disponibilité de ressources foncières, à l'existence de cultures pérennes « traditionnelles » (cacao et café à l'Est) et à l'existence de marchés. Interrogés sur les processus de choix des systèmes de production, les jeunes invoquent une combinaison de raisons techniques et économiques :

**Le cacao** : *c'est une culture pérenne, qui dure ; il peut être exploité pendant des années, le jeune doit suivre l'exemple de ses parents. Ses enfants pourront en hériter et avoir un gain après lui. Ça donne l'argent, le prix de vente augmente chaque année, c'est important d'en avoir « pour être quelqu'un »*

**Palmier à huile** : *il n'y a pas de saison, ça produit à tout moment, à la différence du cacao ; il y a des surproduits (noie, huile, rameaux) qui peuvent être utilisés comme complément d'alimentation pour les porcs.*

**Hévéa** : *il produit toute l'année ; lorsqu'il est grand, il demande moins de travail que le cacao et pas de produits phytosanitaires*

**Banane plantain** : *elle est très consommée et se vend très bien sur les marchés locaux*

**Manioc** : c'est la nourriture de base dans la région forestière ; le manioc permet de rapporter rapidement de la trésorerie, dès qu'il y a un besoin d'argent, on va récolter, il permet de nourrir les porcs lorsque la provende est couteuse.

**Concombre (pistache)** : c'est un produit très apprécié localement, cultivé pour l'autoconsommation et la vente, il est très apprécié lors des cérémonies ; il ne demande pas trop de travail ; il prépare le terrain du cacao en attendant qu'il rapporte un revenu.

**Production maraichère** : pomme de terre, poivron, ... il y a un marché rémunérateur

**Maïs** : sert pour la provende de poulets, des cochons ou pour l'autoconsommation.

**Poulet de chair** : rapporte vite de l'argent (45 jours) avec des investissements raisonnables, il y a une forte demande à Sanguelima, en revanche un marché saturé à Bafoussam et de grandes difficultés de commercialisation.

**Porc engraisé** : il n'est pas difficile à gérer, il y a peu de risque de maladie, il est moins fragile que les poulets, il rapporte beaucoup d'argent d'un coup – à ce titre, il est une tire lire ambulante et est utilisé notamment pour la dote de l'épouse ; certains jeunes développent le Porc naisseur car il y a peu de production et que le porc engraisé est très cher et reste une dépense occasionnelle assez couteuse (dotes, deuils)

**Pisciculture** : elle rapporte plus d'argent que d'autres productions ; il n'y a pas de problèmes de maladie comme chez les poulets. Elle demande moins de temps que le poulet pour l'alimentation.

D'après les jeunes, les choix initiaux sur lesquels ont été construits leurs projets ont été fortement orientés par les centres, la disponibilité de moniteurs et de référents ayant des compétences dans telle ou telle production, puis par le passage dans la procédure d'obtention de l'appui AFOP (rédaction du projet par l'apprenant aidé de son moniteur, passage en commission territoriale puis financière, dimensionnement de la subvention). Certains jeunes issus des premières promotions se plaignent d'une définition de projet fondée sur des « copiés collés » de projet standard et de commissions territoriales trop « formatées » et peu ouvertes à l'innovation.

Après leur installation, une partie des insérés a diversifié son projet par rapport au schéma initial validé par les Commissions territoriale et financière. Tout en conservant la base vivrière, certains ont fait évoluer leur élevage - de porc engraisseur à naisseur, de poulet de chair à poules pondeuses, tentative de lapins, apiculture, ... ; d'autres se sont ouverts sur des productions maraichères innovantes (pomme de terre ou poivron). Les raisons avancées pour justifier ces modifications sont diverses :

- adaptation face à des aléas climatiques (exemple : semis du maïs impossible si trop de pluies...),
- adaptation à des évolutions de marché (les prix obtenus ne sont pas ceux prévus dans le projet initial, résultat des évolutions de marché ou d'une mauvaise étude de marché (ex : marché saturé de volaille à Bafoussam), mais pouvant résulter d'une augmentation des prix lorsque le vendeur sait que les jeunes ont perçu la subvention)
- retard de l'obtention de la subvention qui a modifié les capacités d'investissement ou la trésorerie d'un cycle de production
- Mauvais dimensionnement du projet initial (ex : un nombre trop élevé de porcs par rapport à la provende disponible, ou encore un défrichement trop important pour la force de travail disponible )
- Aléas et difficulté dans le processus d'insertion sociale (décès d'une personne « clef » sensée intégrer le jeune dans la communauté, complication soudaine par des membres de la famille

qui remettent en question le certificat d'abandon de droit coutumier, malversation des constructeurs de bâtiment, ...)

Mais les modifications peuvent être induites aussi par le goût d'expérimenter et d'innover. Les ressources financières disponibles restent évidemment un frein au développement de nouvelles productions.

*Bafoussam E3. « Quand X. a commencé la formation elle voulait faire un élevage de lapins et de poules. Durant la deuxième année au centre et après plusieurs stages chez différents référents elle a décidé de faire un élevage de porc. En fait, elle n'a pas eu l'occasion d'aller chez un référent qui élevait des lapins (envie initiale car pour elle porc = sent mauvais), et elle s'est rendue compte qu'elle n'avait pas l'espace disponible pour faire les poules et qu'il y a un risque plus important d'épidémie (2ième envie). Maintenant elle fait des porcs à l'engraissement (plus facile à gérer) et des poulets de chair. Elle a testé la reproduction des porcs lors de la 1ère bande mais cela n'a pas marché. Au niveau des maladies le porc est plus facile à vendre car dès que tu sens qu'il est malade tu appelles vite et tu peux le vendre (épidémie chez les poules). Aussi, en cas de nécessité (besoin familiale urgent) elle peut vendre et avoir l'argent vite (tirelire) ».*

*Bafoussam E5 « Y. a démarré les poulets de chair avant d'avoir fini la formation avec environ 250 sujets, la bande suivante est passée à 300, puis à 500. Ensuite avec la subvention elle a pu rénover le second bâtiment qu'elle a construit et se lancer dans les 1000 sujets. Elle faisait déjà les porcs avant. C'était de l'épargne pour elle. Elle s'est tournée vers l'élevage car elle n'avait pas d'espace pour faire des champs, mais avait un peu d'espace autour de sa maison (pour le bâtiment). De plus, sa famille était déjà dans l'aviiculture (son grand frère et sa mère sont dans les poulets et son oncle est accoureur). Le plus dur est d'arriver à vendre la production (il y a beaucoup trop de monde sur le marché maintenant) et à mener à bien la conduite (elle manque souvent de moyens pour acheter la nourriture). Elle possède également une boutique (alimentation, restauration, bar...) qui lui apporte d'autres revenus nécessaires et qu'elle conserve car élevage pour l'instant pas suffisant. Les poulets posent moins de problèmes avec le voisinage car elle les garde maximum 45 jours, mais la mortalité est beaucoup plus importante que chez les porcs si elle a du mal à les nourrir (en 2 semaines elle peut en perdre 50). De plus, le porc peut se vendre à tout moment si elle a besoin de liquidité ».*

### **Des activités non agricoles pour sécuriser les revenus pendant une période transitoire**

Dans les trois régions, une majorité des jeunes a eu des activités non agricoles pendant la formation et une part significative d'entre eux conservent ces activités après leur installation pour sécuriser les revenus pendant la phase de mise en place du système de production. Ces activités sont locales, d'une grande diversité, plus ou moins qualifiées, et plus ou moins rémunératrices (maçonnerie, bâtiment, moto taxi, banque, taxi, main d'œuvre repiquage, vente carburant, petit commerce, transformation, pêche, carrière de sable, chasse, menuiserie, taille, entretien de plantation, traitements phyto sanitaires pour d'autres agriculteurs, ...). A Bafoussam, un inséré, a pu, grâce à la formation, accéder à un poste qualifié ; il est aujourd'hui reconnu comme technicien agricole ; il fait le suivi d'une importante exploitation d'élevage de poule de reproduction – 15 000, et a un poste à la délégation de l'agriculture et de l'élevage pour le suivi et l'évaluation de projets agricoles. Les conjoints ont aussi très souvent des activités non agricoles permettant de subvenir aux besoins du ménage à une période où l'exploitation agricole n'est pas encore pleinement productive.

Cependant, dans de nombreuses enquêtes, en particulier dans les zones de cacaoculture, les jeunes insérés soulignent que l'installation de l'exploitation demande un volume de travail important et qu'ils ne peuvent plus mener de front des activités agricoles et non agricoles. Les activités non

agricoles sont donc clairement perçues comme transitoires, levier d'installation du système agricole qui est appelé à devenir l'activité principale du jeune et de sa famille.

### **Malgré quelques difficultés, l'accès au foncier n'est pas un obstacle majeur à l'insertion des jeunes**

Dans les trois centres, les insérés témoignent d'un accès relativement aisé à la terre, à condition d'être natif de la zone. Les terres sont données par la famille (père, grand père, oncle ...) qui signe l'abandon des droits coutumiers. Les donations de terre pour les bâtiments font systématiquement l'objet d'un document écrit. Dans l'Est, et au Sud, de grandes surfaces forestières (4 ha, 5 ha, 8 ha, 10 ha... parfois 60!) sont données aux jeunes. Certains insérés disent pouvoir prendre ce qu'ils veulent, que la forêt n'a pas de limite. Le facteur limitant n'est pas tant ici la surface que la distance au village. Certaines terres sont distantes de dizaines de km de l'habitation, sont très enclavées, accessibles à pied uniquement. L'accès, la surveillance, le transport des intrants et des récoltes sont alors source de grandes difficultés pour le jeune. Certains insérés disent avoir abandonné des terres parce qu'elles étaient trop éloignées, les frais de déplacement étant plus importants que les recettes obtenues. Des surfaces plus petites sont obtenues autour de l'habitation ou du village pour le vivrier (200, 2 500, 5 000, 1 600, 5000 m<sup>2</sup>, 3 ha) et l'élevage. Les bâtiments d'élevage sont le plus souvent construits près de la maison familiale (parfois chez les parents, parfois chez le jeune directement), ou sont déjà présents initialement, sont donnés par la famille et seulement rénovés par le jeune.

Quand les jeunes sont allochtones, l'accès à la terre est plus difficile, tant pour les champs que pour les bâtiments. A Bafoussam, trois insérés allochtones louent leur bâtiment d'élevage. Le temps de location peut être court (durée d'une bande de poulet par exemple). Le contrat varie d'1 à 3 ans, et il peut être renouvelé ou non. Ce type de contrat est perçu comme « souple », il permet de sécuriser le bâtiment pour quelques bandes, mais aussi de quitter facilement le bailleur si les conditions se détériorent, ou si son propre bâtiment, construit entre temps, est terminé. Les conditions de location des terres peuvent être très incertaines et évolutives, à l'exemple de ce témoignage :

*A Bafoussam, Mme X. loue un champ de 2 ha, en contrat verbal, à 100 000 Fcfa/an/ha . Depuis qu'elle loue (3 ans), le propriétaire a augmenté son loyer de 10 000 Fcfa et vient se servir quand elle plante du manioc ou du macabo. Il la menace de mettre quelqu'un d'autre à sa place, elle ne sait jamais si elle pourra récolter ce qu'elle sème. Pour l'instant elle ne change pas de terre car elle n'a pas de véhicule pour s'occuper du champ qui lui a été donné par sa grand-mère, mais qui est beaucoup plus loin de son habitation.*

Quand les dons et locations sont familiales, les conditions sont plus légères voire laissées à la discrétion du jeune : l'inséré donne un peu de la récolte ou offre quelques poulets par exemple ; il ne semble pas y avoir de pression familiale pour recevoir un paiement, dans un délai donné. Cependant, les champs ainsi « donnés » le sont rarement « pour la vie », et les insérés envisagent plutôt d'acheter du foncier dès que leur exploitation sera consolidée. Enfin, même dans un cadre familial, l'incertitude foncière peut être grande :

*M.X. est le dernier enfant de la famille. Tous les enfants ne sont pas issus du même père et il y a une rivalité entre eux pour hériter des terres. « Je ne sais pas où aller, que faire ». « Tu te sens laissé par ce qu'on est pas du même père ». « Est-ce qu'un jour on ne va pas me dire sors d'ici ! ». « C'est le véritable frein de l'insertion. »*

Les femmes sont dans une situation contrastée par rapport à l'accès à la terre. Quand elles sont mariées, elles peuvent obtenir l'accès à un champ ou à un bâtiment préexistant en arrivant à convaincre leur mari et leur belle-famille de l'intérêt de leur projet ; les réticences, souvent fortes au début du processus, peuvent s'atténuer à mesure que les résultats s'affirment et que la jeune femme

s'affirme déterminée à réussir. En revanche, les femmes, célibataires ou divorcées, semblent avoir plus de problèmes d'accès à la terre.

Quelques conflits graves entre les jeunes et leur famille sont cependant signalés dans les enquêtes. Le centre de formation peut intervenir comme médiateur.

*« S 18. Le grand père lui a donné 5 ha de jachère, à 500 m de là et 10 ha de forêt à 3 km. C'était compliqué car les oncles et frères étaient fâchés, pensaient que c'était trop tôt pour lui donner, que le terrain était trop grand. De plus il y a un cours d'eau qui passe là. Le grand père a fait des réunions. Les oncles voulaient diviser. Aujourd'hui sa femme a un champ d'arachide associé. Les oncles essayent de les virer et de les repousser plus loin.*

*S 17. Son grand père lui a donné 10 ha. Son père lui a donné 15 ha. Dont 22 sont à 3 km d'ici, les autres sont de l'autre côté de la route. Il y a eu des problèmes pour l'accès aux terres du grand père car oncles et tantes n'étaient pas d'accords. Le grand père a alors décidé de partager le terrain. Il est allé voir les chefs pour qu'ils signent l'abandon de droits coutumiers.*

*S 21. Il trouve que c'est dur de s'installer car il comptait sur sa maman pour l'introduire dans le village, hors cette dernière est morte... La famille lui a bloqué l'accès au terrain. On l'accuse d'avoir débordé sur un autre terrain. La 2<sup>ème</sup> maman a aidé financièrement pour la construction de l'étang. Appel du grand frère et de la 2<sup>ème</sup> maman pour négocier les problèmes de terre avec la famille : ils ont fait une grande réunion avec la 2<sup>ème</sup> maman, le directeur. La maman demande pourquoi la famille le bloque. La famille répond qu'elle va être dépossédée. Le directeur dit « non, il va amener le développement chez lui ». Finalement la famille a cédé, mais continue de le surveiller de près. Il a failli tout laisser tomber. Sa femme lui proposait d'aller sur ses terres à elle. Le grand frère l'a arrêté « tu es fou ! » car ça signifiait laisser tomber le financement AFOP. Il a envisagé de partir s'installer chez le grand frère, mais le CI lui a dit de ne pas tout mélanger.*

Le programme AFOP impose aux apprenants d'avoir une sécurité sur deux ha de foncier pour accéder à la formation. Les enquêtes montrent la pertinence de cette règle. A quelques exceptions près, elle a permis aux jeunes interrogés d'aller vers les familles et les communautés pour sécuriser ce pré-requis foncier et de pouvoir ensuite débiter leur installation dans des conditions de sécurité foncière relativement satisfaisante. Dans plusieurs cas, l'intervention des centres a participé à calmer – à défaut de résoudre pleinement - des conflits familiaux engendrés par les demandes foncières des jeunes. Relativement aisé pour les premières générations de jeunes formés et insérés, l'accès au foncier risque cependant de devenir un problème de plus en plus épineux pour les générations à venir.

### **De la création d'emplois au sein des exploitations et des territoires**

Dans les trois centres de formation, le travail au sein des exploitations reste principalement familial, réalisé par le jeune, son épouse, ses enfants, ses parents. Il emploie des journaliers pour les lourdes tâches (défrichage, abattage, piquetage, récolte, labour, sarclage, transformation en huile rouge, ...). Leur coût est de 2000 Fcfa/jour/travailleur, à quoi il faut rajouter le transport et la nourriture voire quelques produits comme l'huile, le savon... Les jeunes participent également à des groupes d'entraide.

A Bafoussam, trois insérés emploient des permanents.



*La première emploie pour son bâtiment d'élevage un gardien qui s'occupe également des soins quotidiens (pour un salaire de 40 000 Fcfa / bande) car son bâtiment d'élevage est loin de son habitation.*

*Le second, emploie un « braiseur » pour écouler sa production de porc (salaire = 40 000 Fcfa /mois) et une seconde personne pour s'occuper de la ferme avec lui (salaire = 30 000 Fcfa / mois) car il gère de nombreuses activités (magasin de bureautique, apporte des soins chez 8 éleveurs...) et a développé son propre débouché de marché (braiseur).*

*Le dernier emploie un permanent pour s'occuper avec lui de ses poules pondeuses (salaire = 25 000 Fcfa / mois) ; il a de nombreux hectares, élève des lapins et des chiens, emploie de la main d'œuvre pour 190 000 fcfa/cycle et s'occupe de sa famille.*

L'accès à la main d'œuvre peut devenir une difficulté sérieuse pour certains insérés. Certaines tâches ne sont réalisées que par les insérés parce qu'elles demandent une technicité qu'ils sont les seuls à maîtriser (traitement phyto). Dans les trois centres, la main d'œuvre temporaire n'est pas toujours disponible ou mobilisable – même dans les villages où des jeunes sont au chômage, ils ne sont pas systématiquement intéressés à travailler comme journalier agricole. De nombreux insérés témoignent du fait que les exigences de rémunération ont augmenté fortement dès qu'on a su qu'ils avaient bénéficié de la subvention AFOP. Les difficultés d'accès à la main d'œuvre sont plus importantes encore pour les femmes qui sont moins prises au sérieux et « qu'on taxe davantage ».

*S 15 Il trouve que c'est dur de trouver de la main d'œuvre car les gens parlent dans son dos (prix des salaires...) alors que la main d'œuvre est présente au village ! « Certains ne font rien au village ». L'achat de provende est compliqué car il est loin c'est compliqué de trouver quelqu'un qui veut transporter jusque-là. [] Il a eu l'aide de la famille pour transporter les planches de la brousse jusqu'à la porcherie.*

Même si elle n'est pas indemne de difficultés liées à la main d'œuvre, il apparaît clairement dans les enquêtes que l'insertion des jeunes induit de la création d'emploi à l'échelle des territoires : auto emploi, mais aussi emploi temporaire, et dans une petite proportion des exploitations créées, des emplois permanents. Ces données devraient pouvoir être mieux quantifiées dans la suite des enquêtes et le dispositif de suivi évaluation du programme AFOP, qui enregistre ces données annuellement, devrait également être mobilisé pour une telle quantification.

### **Au-delà de la subvention AFOP, des ressources financières nécessaires pour le développement des exploitations**

Tous les insérés ayant fait l'objet de l'enquête ont bénéficié de la subvention AFOP, d'un montant avoisinant 1,5 million FCFA. La subvention est mobilisée par tranche (décaissements), en fonction des travaux prévus dans le projet du jeune et validé par les commissions territoriale et financière. Elle est versée sur un compte ouvert par le jeune au sein d'une institution de microfinance locale. Le conseiller insertion est co signataire du compte et suit les travaux et les décaissements avec le jeune. La subvention est utilisée pour les investissements (bâtiments, défrichage, ...) mais aussi pour financer les premiers cycles de production. La plupart des jeunes disent qu'ils n'auraient pas fait d'élevage sans la subvention car les bâtiments et l'alimentation sont très coûteux. Certains disent qu'ils auraient fait cette activité de toute façon mais que cela leur aurait pris plus de temps.

La plupart des jeunes disent que la subvention est insuffisante pour mettre en œuvre ce qu'ils auraient vraiment aimé faire (poule pondeuse par exemple) et pour démarrer le champ. L'apport personnel est important, donné souvent « en nature » (travail, ...), mais aussi en mobilisant un petit

capital issu des « petits boulots », ou de l'aide d'un grand frère, grand père, frère ou sœur. Les acquis antérieurs (bâtiment déjà présent, champ déjà travaillé, ...) facilitent l'installation. L'aide financière de la famille reste fréquente dans beaucoup de cas au début de l'installation ; elle porte sur les frais de vie quotidienne, mais peut être mobilisée aussi pour les intrants (l'alimentation des cochons qui coute cher, ..), et dans quelques cas pour la rénovation du bâtiment d'élevage, ou l'achat d'une terre.

Après avoir utilisé la subvention, beaucoup d'insérés constatent un besoin de ressources financières supplémentaires pour continuer à développer leur activité. La stratégie peut alors s'orienter prudemment vers l'autofinancement et l'épargne. L'épargne peut être réalisée dans le secteur informel – les tontines – ou dans le secteur formel de la microfinance où elle ouvre alors à l'accès au crédit :

*S 16 M.X. dit qu'il ne se décourage pas [face au manque d'argent pour investir] « on fait fur à mesure ». Il épargne dans une banque communautaire « gérée par l'élite de la communauté » « des gens qui sont en partenariat avec les gens de la vraie banque » qui décide combien et à qui prêter, avec intérêts (20 %). Pour les besoins de la famille il fait la tontine comme petit fond de secours et comme épargne.*

*S 14 M.Y. fait la tontine pour financer l'achat de la provende et pour compléter les besoins de la famille, il épargne 10000 FCFA chaque mois dans la banque Cubanque, il a demandé un crédit de 50000 FCFA à la même banque avec 20% de taux d'intérêt.*

*S 20 Il est dans une tontine pour la petite épargne, ou il donne 10 000F par mois pendant 12 mois. Il « bouffera » 120 000F.*

Le recours à l'emprunt reste très limité pour l'instant.

*A Bafoussam, deux insérés ont fait des prêts auprès d'une banque (FNE + Comesi) avec le soutien du CI comme garant, l'un pour lancer un magasin de bureautique et une braiserie, le second pour lancer 1000 poules pondeuses. Deux autres insérés sont en cours de demande de crédit. Les prêts varient entre 2 et 2,5 millions Fcfa. Les conditions pour souscrire à un crédit auprès d'une banque ou d'un établissement de micro finance sont exigeantes en termes de garantie (foncier, revenus, emploi, salaire). Cependant, la terre n'est pas toujours suffisante comme garantie car les documents de propriété ne sont pas toujours authentiques ou reconnus ; de même il est parfois nécessaire d'avoir deux garants. Enfin, lorsque l'on est fonctionnaire, le salaire garanti à vie peut servir de garantie auprès de la banque. Mais les familles des insérés ne sont pas toutes prêtes à être garant pour un projet de vie dans l'agriculture. La plupart des insérés se tournent plutôt vers des tontines ou les réunions de famille (prêt avec un taux d'intérêt, remboursable en un an). Il semble plus facile d'emprunter à une banque si les insérés sont dans un GIC (plus de crédibilité) ou lorsque le jeune passe par quelqu'un d'autre (un frère qui a demandé un prêt à son travail pour sa maison mais en fait aussi pour rénover bâtiment d'élevage). Enfin, certains insérés ont même pu emprunter de l'argent personnellement aux membres du centre (directeur et CI) de l'ordre de 300 000 – 400 000 Fcfa.*

## **L'accès au marché reste encore fortement individualisé, avec des situations de marché très contrastées selon les productions et les centres**

L'accès au marché reste très majoritairement individuel, chaque inséré « *se débrouillant pour trouver son réseau de commercialisation* ». Les productions, encore souvent produites en quantité trop faible pour intéresser les grossistes - sont vendues au marché local, ou à des revendeurs locaux (koxers dans les zones de cacaoculture, « *mamas* » ou braiseurs pour les poulets dans la zone de Bafoussam). L'éloignement du marché, le manque de moyen de transport – une faible proportion des jeunes interrogés a une moto aujourd'hui –, le manque d'information, sont des obstacles importants pour une meilleure commercialisation.

Certains jeunes valorisent des réseaux familiaux :

*A Bafoussam, l'un des insérés, neveu du propriétaire du groupe de boulangerie « Paix Plus », a un contrat de vente pour ses œufs. Un autre qui a pour parrain un gros éleveur de pondeuses, écoule sa production via ce dernier (la production part vers le Nord du pays). Une autre insérée est mariée à un référent dans les pondeuses et lui revend sa propre production d'œufs pour être vendue dans une boutique au marché de Bafoussam.*

L'accès au marché ne semble être un réel problème qu'à Bafoussam pour les producteurs de poulets de chair. Alors que le marché est fortement saturé, une part importante des jeunes s'est lancée dans cette activité et se trouve confrontée aujourd'hui à de grandes difficultés de commercialisation.

A l'exception du marché de poulet de chair à Bafoussam fortement saturé et ponctuellement du porc engraisé, les débouchés semblent assez largement ouverts dans les trois centres. A Sanguelima, le marché inter-Etats s'ouvrant vers le Gabon, le Congo et la RCA, et l'Université Inter état Congo-Cameroun en cours de mise en place, ouvrent des perspectives commerciales très fortes pour les produits agricoles locaux.

Une dynamique collective semble émerger entre insérés AFOP pour améliorer l'accès au marché.

*A Bafoussam, où les problèmes de marché du poulet sont importants, une entraide existe entre les insérés pour partager l'information sur les débouchés (échange téléphonique des contacts d'acheteurs). Certains jeunes envisagent de se regrouper pour toucher les grossistes ; actuellement une association existe entre sept insérés de promotions différentes et le conseiller insertion, mais pour l'instant son but se réduit à l'échange technique et obtenir des soutiens financiers). Un inséré appartient à un GIC hors AFOP, un autre est dans une coopérative de PDT où l'on retrouve 2 référents, le directeur et un autre membre du centre. L'information sur les coopératives donnée lors de la journée portes ouvertes du centre a fortement intéressé les insérés.*

La transformation des produits agricoles reste essentiellement traditionnelle et familiale : l'huile de palme, le vin de palme, le manioc en bâton et couscous. La transformation du manioc intervient dès que les agriculteurs ont besoins de trésorerie, elle est réalisée par les épouses, les enfants... Certains insérés éleveurs ont initié une activité de « braiseur » pour vendre en direct les poulets rôtis, le porc. A Sanguelima, l'usine de transformation de manioc sur la route d'Ebolowa peut ouvrir de nouveaux débouchés. La transformation du cacao en beurre, qui a été intégrée dans le cursus de formation des jeunes, intéresse certains insérés producteurs de cacao. L'accès à des équipements de transformation reste sommaire – l'accès à la presse pour l'huile de palme, à l'égreneuse, au séchoir, se fait au mieux par du matériel familial - et est un frein important au développement de cette forme de valorisation de la production.

## **Des résultats technico économiques à préciser**

A ce stade des enquêtes auprès des jeunes, les résultats technico économiques ne sont pas encore disponibles. Les calculs de produit brut, valeur ajouté et revenus seront effectués sur la base du second entretien avec les jeunes (fin juin et juillet 2016). Le fait que la plupart des jeunes interrogés n'ait pas effectué un cycle complet de production sera évidemment un obstacle important à l'établissement de ces données. Des projections pourront être faites, mais il faudra accepter le caractère d'hypothèse de ces résultats à ce stade du processus d'insertion des jeunes.

### **Une appréciation globalement très positive du programme de formation-insertion AFOP**

Le regard porté par les jeunes interrogés sur le programme AFOP, dans ses différentes composantes – formation, alternance chez les référents, accompagnement de l'insertion – est globalement très positif.

La qualité de la formation est unanimement appréciée par les jeunes. Ils estiment qu'elle leur a apporté des compétences qu'ils n'auraient pas pu acquérir autrement, que la formation est très complète et souvent leur donne envie d'aller plus loin - nombreux sont ceux qui continuent à se former après (via internet, retour chez référent, à des conférences, dans des livres, à la délégation, auprès vétérinaire, à la banque...). Ils sont fiers d'avoir suivi cette formation, ils estiment que c'est un réel atout pour l'avenir qui leur permettra d'être respectés, référent à leur tour, plus crédible pour les prêts à la banque, plus responsable aux yeux de la famille, d'obtenir un diplôme qui ouvre des portes – délégation, grosses exploitations). La formation n'en a pas moins été difficile pour bon nombre d'entre eux. Certains disent avoir eu du mal à s'accorder au niveau de la formation – beaucoup soulignent que le niveau post primaire CEPE est insuffisant pour suivre cette formation - ; les conditions matérielles étaient souvent difficiles pour les premières promotions (dortoirs pas encore équipés, le financement de la « ration » mis en place tardivement, cout élevé des fournitures scolaires, ...). Les règles et pratiques strictes de discipline imposées par les centres souvent ont été vécues comme des difficultés (en particulier, ne pas pouvoir quitter le centre le week end, alors qu'ils avaient des activités agricoles familiales à assurer), mais sont souvent assortis de commentaires sur la bienveillance des directeurs et des moniteurs face à l'exposé de difficultés familiales. Deux critiques sont portées sur la formation. Beaucoup d'insérés – et de référents – regrettent que les centres ne disposent pas de fermes expérimentales où les jeunes pourraient acquérir et surtout tester « les techniques modernes ». La seconde critique, traduite par le témoignage suivant, porte sur la prise en compte de l'état des marchés – le marché du poulet à Bafoussam :

***B5** « Pour elle, la formation offerte par AFOP est vraiment bien d'un point de vue technique. Elle estime qu'elle n'a aucun problème pour conduire ses élevages. Cependant, il y a un gros problème au niveau de la commercialisation. Ils n'apprennent pas la réalité du terrain, et aujourd'hui le marché est saturé. Elle a perdu tout ce qu'elle avait en réussissant très mal à vendre sa production (souvent à moindre prix). Le beau discours « vendre avant de produire » d'AFOP est finalement quasi irréalisable ».*

Les référents, au cœur du modèle de formation par alternance choisi par AFOP, sont l'objet d'appréciations plus contrastées. Nombreux sont les témoignages de jeunes qui évoquent des référents intéressés par la main d'œuvre gratuite fournie par les apprenants, les faisant vivre dans de mauvaises conditions matérielles (nourriture, logement,...), peu portés à partager leurs connaissances, ou peu capables de le faire. Après la formation, les relations entre les jeunes et les référents de ce type sont quasiment inexistantes. Les jeunes témoignant de ce type de relations difficiles avec les référents ajoutent souvent qu'il s'agit de référents de la première génération qui ont été mis « en repos » par le centre ultérieurement. A l'opposé, un nombre significatif de témoignages montrent des relations de qualité avec des référents soucieux de former les jeunes aux

techniques agricoles, mais aussi à la gestion de l'exploitation, voire du budget familial et devenant pour eux « une deuxième famille » avec laquelle les contacts restent étroits même quand le jeune s'installe.

L'accompagnement de l'insertion est matérialisé par la subvention et personnalisé par le conseiller insertion (CI).

La subvention AFOP est unanimement appréciée comme un levier de développement de l'exploitation. Elle est utilisée pour financer les investissements (bâtiments, parfois terre, défrichage, ...) mais aussi la trésorerie du premier cycle de production (achat des aliments, des poussins, des reproducteurs, des intrants, ...). Tout aussi unanimement, les jeunes estiment qu'elle est insuffisante pour développer leur projet aux dimensions qu'ils avaient initialement prévues. La rigidité de la procédure de décaissement de la subvention est souvent vécue comme une difficulté. Elle empêche d'utiliser la subvention pour faire face aux aléas (par ex faire face à une maladie du cheptel alors que le décaissement a été prévu pour acheter de l'aliment) ou saisir des opportunités qui peuvent se présenter (prix de l'aliment bas à un moment où le décaissement n'est pas prévu pour ça). Pour certains, le fait d'avoir une double signature complique le quotidien et empêche certaines opportunités. Pour d'autres (les parrains notamment), il faudrait à l'inverse une 3<sup>ième</sup> signature pour s'assurer de la bonne utilisation de l'argent.

*S 21 . Il trouve que c'est dur de s'installer car il comptait sur sa maman pour l'introduire dans le village, hors cette dernière est morte... AFOP dit que la main d'œuvre doit être payée par les apports personnels. Il a décaissé 400 000 puis 250 000 F pour le creusage d'étangs, mais à chaque fois les constructeurs sont partis avec l'argent car lui n'était pas assez sur place pour surveiller les chantiers. Il voulait faire 2 décaissements en même temps pour lancer les étangs et les champs en même temps, pour profiter des saisons sèches. Mais ça n'a pas été possible car on ne peut pas décaisser plus de 30 000F, ça l'a bloqué*

L'accompagnement du CI fait l'objet d'appréciations contrastées. Si le CI peut être apprécié pour ses conseils et le suivi qu'il apporte effectivement, des cas de « mauvaise entente » sont mentionnés (le CI qui impose des choix techniques, des lieux d'achat d'intrants, ...). Mais c'est avant tout sa faible disponibilité qui est mise en évidence. Dans un grand nombre des témoignages, il apparaît que le CI ne rencontre les jeunes que pour les décaissements de la subvention et n'a pas la disponibilité suffisante pour assurer les autres fonctions de l'accompagnement. Les jeunes ne remettent pas ses compétences en cause, mais constatent sa faible disponibilité liée au grand nombre de jeunes qu'il suit (par ex 48 insérés à suivre par le conseiller de Bafoussam – là où il était initialement prévu un CI pour 20 à 30 jeunes au maximum-).

*B1. Le CI n'est pas vraiment disponible car il est seul pour de nombreux insérés. Il est toujours débordé même pour répondre au téléphone. Il est venu peut être 3 fois maximum en 2015 alors qu'il est censé faire un suivi tous les mois. Finalement, le jeune se tourne plutôt vers d'autres insérés lorsqu'il rencontre des difficultés.*

*S 1. « L'accompagnement ne venait que pour le décaissement de la subvention à partir de 2015 jusqu'en février 2016. Quand le décaissement a fini, le CI ne vient plus pour nous regarder, alors qu'il a une moto. Quand il venait, il donnait conseils. « Quand le décaissement a commencé, il y a eu de sérieux problèmes. Si vous ne vous accordez pas bien, il faudra être très malin pour mener ton activité et ne pas faire à sa guise » « l'argent entre les hommes c'est un grand problème ». Il faudrait un recyclage pour les CI sur la conduite à tenir envers les apprenants « il ne doit pas exister de la haine entre les apprenants et le CI, on doit collaborer » Certains conseils sont efficaces ».*

**Le conseiller insertion semble très clairement être victime de la suppression de la fonction du contrôleur qui avait été initialement prévue dans le dispositif d'accompagnement de l'insertion pour assurer la fonction de contrôle des travaux effectués par les jeunes et de décaissement de la subvention. Le CI assure aujourd'hui ce rôle et n'est, ce faisant, plus en mesure de remplir les réelles fonctions d'accompagnement qui lui étaient dévolues (suivi technique, conseil de gestion, intermédiation avec l'environnement, ...).**

La faible disponibilité du CI semble avoir induit dans certains centres une réaction positive des insérés qui s'accompagnent mutuellement. Ils se conseillent, communiquent entre eux, se soutiennent, se dépannent... (A Bafoussam, ils projettent de mettre en place une flotte de télécommunication). Dans les trois centres, certains insérés sont devenus « référents » et commencent à remplir un rôle de substitution au conseiller insertion trop occupé par les contrôles et décaissements.

Globalement, l'action du programme AFOP est très positivement perçue par les jeunes. Nombreux sont les témoignages qui expriment le même enthousiasme que celui-ci

*MX. à Sanguelima, AFOP a changé toute sa vie. Grâce à AFOP, les jeunes sont considérés. La formation a donné beaucoup d'apports de connaissances en techniques de l'élevage et de l'agriculture. Les cours de socio culturels sont très importants pour éviter les problèmes au village. La formation AFOP leur a donné un changement de la vision et un changement de leur personnalité.*

### **Des jeunes qui ont foi en l'avenir et qui voient GRAND**

Interrogés sur leurs projets d'avenir, les jeunes décrivent des projets agricoles fondés sur l'extension de l'exploitation actuelle, l'achat de terre, la construction de bâtiments plus grands, plus fonctionnels. La diversification des systèmes de production est également envisagée (porcs pour ceux qui élèvent du poulet, poule pondeuses, pisciculture, apiculture, ...). Certains d'entre eux envisagent de développer un système d'activité combinant l'agricole à une activité de services (commerce rural, transformation...).

L'engagement dans une dynamique collective des jeunes AFOP ou plus largement à l'échelle du territoire figure dans les visions de l'avenir. Pour beaucoup de jeunes, la première étape envisagée dans ce sens est de devenir référent à leur tour.

Les investissements pour la famille figurent dans ces projets (se marier, construire la maison).

Mais ce qui domine dans cette vision de l'avenir, c'est le besoin d'être reconnu dans la société en devenant professionnel, grand et riche.

*« Vivre comme un noble citoyen au gros ventre »*

*« Devenir un grand éleveur »*

*M.R. à Sanguelima « Mon rêve le plus grand : que toute la zone parle de moi ».*

## 22. Les jeunes AFOP, en route vers une agriculture familiale de deuxième génération ?

### 221. « L'agriculture de deuxième génération », un problème méthodologique ...

« Agriculture de deuxième génération » : l'image est séduisante, mais que traduit-elle dans les faits ? Comment définir cette agriculture de deuxième génération de manière appropriée à une démarche scientifique ? Un détour par l'analyse des textes et des discours institutionnels mobilisant cette expression, serait pertinent ici. A défaut de pouvoir faire cette analyse dans l'immédiat, posons quelques hypothèses de travail. Une agriculture familiale de deuxième génération pourrait être :

- Familiale, puisque le terme « génération » suppose une filiation
- Plus à même de contribuer au développement durable du Cameroun en étant :
  - o Plus productive que l'agriculture familiale de première génération (en considérant les différentes formes de productivité : de la terre, du travail, du capital)
  - o Plus créatrice de richesse (valeur ajoutée), de revenu (revenu agricole)
  - o Plus créatrice d'emploi (direct et indirect)
  - o Plus créatrice de stabilité sociale, d'inclusion sociale

Formulée ainsi par le programme AFOP, la problématique débouche sur une méthodologie de comparaison entre agriculture de première et de seconde génération, qu'il convient de questionner.

L'hypothèse qui sous-tend la commande est que les agriculteurs référents du dispositif de formation AFOP peuvent être considérés comme des agriculteurs de première génération. L'étude s'interroge donc sur les différences de profils, de pratiques et de résultats entre les référents et les jeunes AFOP. Un éclairage complémentaire est apporté par le regard des familles qui se considèrent le plus souvent elles-mêmes comme représentatives de l'agriculture de première génération.

Les 11 enquêtes référents déjà réalisées montrent une relative diversité de profil de ces agriculteurs. Choisis par les centres de formation sur la base de leur réputation professionnelle et de leur motivation à accueillir les jeunes, les référents sont des exploitants agricoles encore en exercice mais souvent âgés (60 ans et plus). Tous sont originaires du lieu et agriculteurs depuis leur enfance. Plusieurs d'entre eux ont eu des activités non agricoles (enseignement, technicien en centre de recherche, militaire,...) dont ils sont maintenant retraités. Leurs systèmes de production sont traditionnels mais intègrent la diversification (élevage, pisciculture, poivre, ananas, maïs sélectionné ...).

Les 11 référents enquêtés s'échelonnent selon un gradient assez étendu entre pratiques traditionnelles et « modernes ».

Le profil le plus traditionnel est décrit ainsi à Bouam :

*« Son exploitation agricole est plutôt à l'ancienne. Il ne connaît pas ses surfaces cultivées, il ne connaît pas ses rendements. « Nous on sème pelle mèl, tout est mélangé ». Il n'utilise ni produit phytosanitaire, ni engrais de synthèse. Il ne veut pas mettre d'engrais sur les ananas car sinon ils n'ont plus de goût. Et il n'a pas besoin de produit phytosanitaire car il entretient ses champs avec des sarclages tous les 2 mois, 2 mois et demi. Les cultures sont destinées à la consommation familiale, les ananas, quelques bananes plantain et banane de bouche sont vendues. Il ne connaît pas son chiffre d'affaire ni même ses dépenses. « Si madame rentre du marché avec un 40 mille, alors je vois les dépenses que je peux faire ». Il ne gère pas son argent sur le long terme, il n'a pas vraiment de gestion. « Je ne compte pas ». Avec ses bénéfices, il a notamment construit une maison en ville à Bertoua. Les produits sont vendus par madame au marché de Bertoua. Ca a toujours été comme ça et ça continue. »*

Les profils de référents « traditionnels » dominant à Bouam. La plupart se méfient des cacaos hybrides, estimant qu'ils sont trop fragiles et moins longévifs. Ils utilisent peu d'engrais chimique, peu de semences améliorées. Ils sont souvent âgés, disent ne plus avoir beaucoup de force, ce qui les conduit à ne faire qu'une seule campagne de maïs. Certains ne connaissent pas les surfaces cultivées, ni les rendements obtenus, ni le chiffre d'affaire ni même les dépenses. Ils ne plantent pas en ligne car cela demande trop de travail, ils préfèrent planter de façon à utiliser au mieux l'espace. Beaucoup de champs sont en mode « *pelle mêle* » Ils font aussi de l'élevage maïs à petite échelle avec des races locales. Leur stratégie de vente se limite aux koxers qui viennent directement au village et imposent leur prix. Un quart d'entre eux font cependant partie d'une coop pour le cacao.

Mais il y a aussi parmi les référents, des agriculteurs qui plantent en ligne, qui utilisent les engrais et les traitements phytosanitaires ; certains d'entre eux ont des préoccupations environnementales – et disent ne pas appliquer de produits phytosanitaires sur le maïs et l'ananas parce que cela change le goût -. Certains d'entre eux tentent de mettre en œuvre des stratégies commerciales visant à s'affranchir de l'échange inégal avec les commerçants (koxers). Certains d'entre eux ont créé de longue date des organisations de producteurs – GIC ou coopératives - qui semblent actives.

Les premiers éléments d'enquête référents conduisent à donc à considérer l'hypothèse initiale « le référent, agriculteur de première génération » avec une certaine prudence et à la questionner avec rigueur dans la suite des enquêtes. Les enquêtes systèmes de production permettront sans doute d'approfondir l'analyse et la comparaison entre jeunes et référents.

## **222. Les jeunes AFOP, en route vers une agriculture familiale de deuxième génération ?**

### **A ce stade, peu d'éléments de comparaison en termes de résultats**

Aucune comparaison rigoureuse en termes de résultats techniques ou économiques entre jeunes et référents n'est possible à ce stade des trois études. La deuxième série d'enquêtes auprès des jeunes installés visant à approfondir l'analyse de systèmes de production et résultats technico économiques annuels des jeunes (rendements, valeur ajoutée, revenu, productivités, ...) est en cours, les résultats n'en étaient pas disponibles au moment de la mission. Par ailleurs, dans bon nombre de cas, l'insertion du jeune est récente et n'a pas permis d'achever un cycle complet de production, rendant la production de résultats annuels impossible à ce stade de l'insertion. Dans ce cas de figure, une projection sur la base du système actuel sera possible mais ne fournira que des éléments d'hypothèses de résultats technico économiques. Enfin, le deuxième terme de la comparaison, les informations sur les résultats des agriculteurs référents, se sont avérés difficiles à obtenir lors des premiers entretiens et feront l'objet d'une tentative d'approfondissement lors des entretiens systèmes de production.

Quelques éléments de résultats peuvent néanmoins être avancés. Certains insérés parviennent à dégager rapidement quelques revenus avec des productions à cycle très court (poulet de chair à 45 jours) ou avec les productions vivrières (bananes plantain, ...). Les recettes sont utilisées pour couvrir les besoins de la famille, mais aussi pour développer l'exploitation (acheter des intrants, des aliments, une nouvelle bande de volaille, des porcelets...). Dans plusieurs enquêtes, les jeunes disent avoir pu acheter une moto ou avoir agrandi la maison. Les systèmes de production comprenant presque toujours une composante vivrière participent à la sécurité alimentaire de la famille. Globalement cependant, l'ensemble des enquêtes montre qu'à ce stade, après une ou deux années d'installation, le degré d'autonomie économique des jeunes est encore faible. Dans beaucoup de cas, le revenu agricole ne suffit pas encore à couvrir les besoins de base de la



famille de l'inséré, surtout si celle-ci est déjà grande. Les activités non agricoles sont souvent maintenues pour couvrir les dépenses familiales. Dans certains cas, ce sont les familles paternelles ou maternelles qui aident à couvrir les dépenses familiales. Les femmes comptent encore souvent sur leur mari. Malgré des premières étapes difficiles, les jeunes estiment majoritairement pouvoir être complètement autonomes dans un délai de 1 à 5 ans.

### **Des changements observés dans les pratiques (ou au moins à ce stade dans les discours sur les pratiques)**

L'analyse des pratiques montre des différences significatives entre jeunes et référents de première génération, et des différences plus marquées encore entre les pratiques agricoles des familles et celles mises en place par les jeunes. Cette analyse est faite dans un premier temps sur la base des témoignages des jeunes, des référents et des familles, et sera étayée dans un second temps par l'observation directe lors des enquêtes approfondies sur les systèmes de production.

Les pratiques traditionnelles de « pêle-mêle » ou « fourre-tout » répétées de génération en génération sont remplacées par le recours à la mesure, au calcul, à la géométrie.

*Une famille à propos de son fils inséré : « Nous on fait de l'agriculture archaïque fourre-tout, on jette les maniocs n'importe comment ; lui, il fait le piquetage, il plante en quinconce, il laboure en sillon, il fait des billons, il sème en ligne ; c'est beau à voir »*

*« Avant on mettait les choses en désordre. Maintenant je sème en ligne. Cela facilite le nettoyage, le défrichage, l'entretien. On connaît la densité et le nombre d'arbres par surface. Je peux voir si on m'a volé ou abîmé »*

*« Avec la délimitation des parcelles, je peux savoir jusqu'où défricher par exemple. Avec la densité, je peux calculer combien de pieds je peux mettre par ha. Je sais calculer et prévoir, je sais le pourcentage qui raterons, je connais les produits. Je sépare l'arachide et le manioc pour mieux faire sécher l'arachide. Je sais que le manioc ne va pas avec le cacaoyer et le palmier (avant je les mettais ensemble). Avant je ne savais pas traiter les rejets de bananiers avec des nématocides. »*

Les formules alimentaires pour les élevages sont calculées pour un rendement optimal et un coût limité, la fertilisation des cultures est raisonnée, tout comme l'utilisation de la matière organique produite par les élevages. Les normes de sécurité sont connues. La construction des bâtiments est faite selon un plan préétabli et raisonné ; les maladies sont connues, les pratiques sanitaires sont connues et appliquées en fonction des moyens disponibles (vermifuge, antibiotique, vaccination, contrôle mise bas, rations alimentaires, vitamines,...). Les jeunes sont fortement convaincus que ces pratiques débouchent sur des améliorations de rendement, de production, et limitent les pertes en élevage.

*Un jeune inséré à Sanguelima a été marqué par la manière dont un exploitant référent gérait très proprement sa porcherie « tu pouvais dormir et manger dedans ! ».*

*« La formation nous a changés, je respecte les dimensions (semis) et les rendements sont très très différents ».*

L'innovation porte également sur les pratiques de gestion. La prévision, l'anticipation, l'épargne, semblent de plus en plus intégrées aux pratiques des jeunes.

*A propos d'une jeune insérée à Bafoussam : « Elle ressent bien la différence entre ses façons de faire et celles des autres. Elle a des objectifs à atteindre (nbre de petits / portée par exemple ; elle gère précisément son élevage (formule alimentaire, soin...)). « Ceux qui ne sont pas formés à AFOP n'ont pas d'objectif, ils ne font pas bien ».*

*A propos d'un autre jeune, à Sanguelima toujours : « Il fait un bon suivi de ses évolutions, ses dépenses, il garde les factures. Il sait très bien parler de son exploitation. Il peut calculer ce qu'il produit en porc et ce qu'il gagne. Pour le cacao, il peut calculer des productions annuelles... Avant il ne maîtrisait pas ses dépenses. Aujourd'hui il garde toujours 25 000 au cas où...*

*« Je connais combien j'ai dépensé, combien j'attends et combien je gagne »*

Des stratégies de commercialisation sont mises en place par une proportion importante de jeunes. Tous se disent convaincus qu' *« il faut vendre avant de produire »*. Beaucoup d'entre eux s'informent des différents marchés via la radio, la télévision, internet ou encore les coopératives, organisations de producteur ou bien directement sur les marchés locaux et régionaux. Certains mettent en place des plans marketing plus ou moins évolués (panneaux d'information, pub en ville etc...). Quelques jeunes utilisent leur nouveau réseau professionnel et s'organisent entre eux pour écouler au mieux leur production au meilleur prix (GIC, planification des productions etc...). Dans la zone de Bouam, les jeunes insérés sont très méfiants face aux commerçants traditionnels.

*« Les Koxers viennent tromper les paysans, mais avec la formation, nous savons que c'est des bandits. »*

L'acquisition de ces nouvelles pratiques requiert des bases que certains apprenants ne maîtrisent pas complètement au moment de leur entrée en formation. Les premiers temps de formation sont alors très difficiles, source de découragement. Le niveau initial d'entrée en formation intégrant certains apprenants de niveau post primaire, est questionné par certains insérés.

*« Le gars en post primaire, il va écrire quoi pour le projet, il va dire quoi à la soutenance, il ne peut pas. »*

### **Des changements dans la posture face à l'agriculture**

Les transformations les plus importantes à ce stade semblent toucher la posture des jeunes, leur perception de l'agriculture, l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, l'image que les autres leur renvoient et leur manière de percevoir l'avenir.

Alors qu'avant la formation ils percevaient l'agriculture familiale comme « archaïque », pénible, sans intérêt et sans perspectives, les jeunes affirment aujourd'hui avec beaucoup de conviction et une quasi unanimité que l'agriculture peut être un vrai métier, qui leur offre des perspectives et dont ils sont fiers.

*« Grâce à la formation, j'ai le goût de l'agriculture, avant je ne voulais plus aller au champ »*

*« Je n'ai plus la même vision des choses, je connais la valeur de l'agriculture, c'est un facteur de développement » \_*

*« C'est un bon métier, ça nous développe*

*« c'est l'agriculture qui nous fait les hommes de demain ».*

*« Le président parle de l'agriculture dans tous ses discours, c'est par l'agriculture qu'on comprend les problèmes de notre pays »*

*«Même les jeunes qui n'ont pas fait la formation vont au champs pour copier, ça leur donne le goût ».*

*A propos d'un jeune inséré qui a entamé une carrière de footbaleur, précocement interrompue par une blessure et qui maintenant fait de l'élevage : « Mais avant il rêvait d'être vétérinaire. En fait, il aurait de toute manière fini par s'occuper des animaux. Maintenant, il est très fier d'être agriculteur alors que tout le monde a une vision péjorative de l'agriculture. Ses voisins, disent que les gens sont nuls si ils font de l'agriculture, que lui a raté sa vie alors : «Comment as-tu pu passer du foot à l'agriculture ?!». Sans la formation, il aurait fait de l'agriculture traditionnelle, moins performante (ration alimentaire, mortalité...).*

Au-delà de leur vision de l'agriculture, les jeunes disent tous que le processus de formation – insertion a changé leur manière d'être et l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Ils aiment ce qu'ils font, trouvent du sens à ce qu'ils font. Ils ont acquis le goût du travail. Leur autonomie est renforcée. Leur estime de soi s'est renforcée. Ils disent savoir ce qu'ils veulent, et pensent avoir acquis de la confiance en eux-mêmes et de la maturité.

*« J'aime ce je fais et je ne me voie pas faire autre chose maintenant ».*

*« Maintenant je sais pourquoi je fais les choses et quand il faut les faire, je prends l'agriculture au sérieux.*

*« Les jeunes qui ont fait la formation ont changé, ils font la différence, aujourd'hui ils ont de l'argent et du travail. Les moqueurs d'avant regret aujourd'hui. Avant les jeunes se baladaient juste, sans but, ils ne font rien, maintenant (avec la formation) ils ont des choses à faire, ils sont occupés. »*

*«La formation a changé toute ma vie », et ma façon de voir. J'ai acquis des compétences, Je suis un modèle pour les autres ».*

*« La formation m'a transformé physiquement et spirituellement » « les gens du village me disent que j'ai changé »*

*« La formation c'est ma vraie subvention »*

*«Avant, j'étais le jeune qui vivait la vie, car le call box me donnait l'argent. Aujourd'hui je ne consomme plus d'alcool, je veux juste me coucher sur mon lit [...] Je suis une personne [...] « j'ai d'autres rêves »*

*« Il y a eu beaucoup de connaissances et de changements. «Je faisais beaucoup de choses qui n'étaient pas juste : avec des gars, dans la boisson, je m'amusais beaucoup, je me déplaçais trop ! »« L'installation m'a amené à beaucoup rester sur place, à beaucoup aimer les gens. »*

Les femmes en particulier disent avoir gagné de l'autonomie et être davantage prises au sérieux, à l'image de ces témoignages issus des enquêtes de Bafoussam :

*« Je me suis toujours intéressée au poulet. Une fois j'ai demandé à son oncle de me montrer tout le système, il ne m'a pas prise au sérieux et m' a simplement dit que si j'avais besoin de poulets il serait toujours là. Pour moi , la formation lui permet de résoudre ce manquement et de devenir autonome.*

*« Aujourd'hui, elle est « agent guide » pour les autres/voisins. Elle conseille même des amis qui sont loin (transmission savoir, connaissance sur le choix de la souche, sur le conduite technique, sur le suivi en général. Elle a « l'ITK en main ».Elle est fière d'être ce qu'elle est aujourd'hui. Pour elle, la formation est un plus, qui lui donne du poids pour bons nombres de démarches. Seul hic, et pas des moindres, la commercialisation qui peut tout ruiner (elle a de gros problèmes à vendre, et perd de l'argent dès le 46<sup>ième</sup> jour d'engraissement en gros). »*

Les jeunes pensent aussi que leur relation à leur communauté a changé. L'image que les autres ont d'eux-mêmes a changé. Les témoignages évoquent les familles qui sont fières des résultats, la considération et la confiance des membres de la communauté qui viennent vers les jeunes pour obtenir des conseils, ou des prêts (qu'ils ont parfois du mal à se faire rembourser ensuite), ou même leur confier leur épargne ( !!!). Eux-mêmes développent des pratiques de partage de l'information et des connaissances, assez fortement en rupture avec celles de la génération antérieure, davantage portée à la rétention d'information.

*« Quand ils (les voisins) nous voient partir au champ avec nos bottes et nos tenues, ils sont étonnés ».*

*Un inséré à Sanguelima : « Avant au village, personne ne comptait sur moi.[Quand il est entré en formation]les autres se sont moqués « comment tu ne sais pas planter le manioc ? ». On l'a appelé « l'homme du manioc ». Après les moqueries ont repris car la subvention ne suivait plus ; « il a fallu attendre » ; « Les gens ne me parlaient plus ». Quand il a mis en place le bâtiment ils ont recommencé à lui parler et la considération est arrivée. « Mais il n'y a pas souci, je reste concentré dans mes activités. Maintenant, les autres me demandent des conseils et me disent « Toi aussi, montre nous le chemin ». Il y a de l'admiration et de la jalousie.*

*« En tant qu'exploitant agricole il considère que pour réussir l'insertion le jeune doit aller toujours au village, rester, causer, causer beaucoup plus avec sa famille, grand père, grand-mère. »*

C'est finalement la vision de leur avenir qui est profondément transformée :

A propos d'un inséré à Bafoussam : « *Il a découvert de nouveaux métiers (ex apiculteur), la capacité d'agrandir son exploitation (on peut travailler des grandes surfaces ou avoir beaucoup d'animaux), ça l'a poussé à entreprendre de nombreuses choses ; il a plein de projets en tête : développer l'apiculture, un projet de biogaz avec les porcs, faire du vin de miel, la transformation des champignons...).* Il veut s'investir pour développer des organisations (volonté de lancer une coopérative avec les apprenants pour accéder au micro-crédit). Enfin il est à présent référent et représente les apprenants au conseil de gestion. »

Les jeunes formés et insérés par AFOP semblent donc s'engager dans la voie de cette agriculture familiale de deuxième génération par l'acquisition de connaissances, de techniques et de pratiques innovantes, par la construction d'une nouvelle image de l'agriculture et d'eux-mêmes et par la légitimité professionnelle et citoyenne qu'ils acquièrent progressivement dans leur communauté. Il reste à transformer l'essai notamment en obtenant durablement des résultats technico économiques performants. La deuxième partie des études devrait apporter des éléments de connaissance sur cet enjeu central pour l'insertion.

### **23. Les jeunes AFOP, quelle influence sur leur territoire ?**

Au-delà de la formation et de l'insertion des jeunes AFOP eux-mêmes, le programme AFOP est construit sur l'hypothèse d'une influence bénéfique de ces jeunes sur leur territoire. Cette influence est questionnée dans les études en cours, sous le triple angle :

- des familles (Le jeune est-il soutenu par sa famille ? Le jeune et son expérience font-ils évoluer la famille ? ),
- des dynamiques collectives entre pairs AFOP ( Les jeunes AFOP se regroupent-ils après la formation ? Avec quels objectifs ?)
- de dynamiques territoriales plus larges (Quels effets ont la présence et l'activité des jeunes AFOP sur leur territoire ? Y a-t-il création de richesse et d'emploi à l'échelle du territoire ? Les jeunes AFOP émergent-ils comme leaders d'action collective au-delà de leur cercle de pairs ? )

Au stade actuel des enquêtes (fin juin 2016), les résultats permettent de documenter de manière étayée les deux premiers points dans les trois centres d'étude. Le troisième point qui mobilise les enquêtes système de production, les données du suivi évaluation et les entretiens avec les acteurs du territoire, sera analysé dans la deuxième partie des études en cours. Il ne sera donc abordé dans cette synthèse intermédiaire que sous forme d'hypothèses de travail. Par ailleurs, l'analyse de la dynamique des territoires autour des jeunes sera approfondie dans des études dédiées en 2017.

#### **231. Les jeunes AFOP et leur famille : des perceptions et des effets globalement positifs**

A ce stade des trois études, seule la moitié des 30 entretiens prévus avec les familles a été réalisée, essentiellement à Bouam et Sanguelima. Leur convergence vers une appréciation très positive de la situation des jeunes est étonnante.

La famille joue un rôle déterminant dans la formation et l'insertion du jeune et à l'inverse, les jeunes aujourd'hui insérés semblent avoir une influence positive sur les familles. Les familles entourant les jeunes peuvent prendre différentes configurations : père, mère, mais aussi grands-pères et grands-

mères, oncles et tantes, frères et sœurs, dans les régions de polygamie co-épouses des pères ou oncles et bien entendu, épouses, compagnes ou fiancées des jeunes, avec ou sans enfants....

Dans de nombreuses enquêtes, ce sont les familles qui disent avoir eu le premier accès à l'information sur la formation AFOP (par la radio, les affichages ou les réseaux, ...) et avoir motivé les jeunes à aller prendre de l'information et à se présenter à la sélection AFOP. Ces familles pro actives se disent motivées par l'inquiétude – l'angoisse – de voir leur jeune désœuvré, sans énergie, sans avenir. Elles précisent cependant systématiquement que c'est le jeune qui a pris seul sa décision de se former (faut-il y voir un élément du « discours AFOP » particulièrement bien assimilé par les familles ?). Certaines d'entre elles ajoutent que le cout faible de la formation pour elles et en particulier la « ration » donnée par AFOP à l'apprenant tout au long de la formation au centre, ont été déterminants de leur adhésion à ce projet de formation.

Pendant la formation, la plupart des enquêtes montrent que le rôle de la famille a été déterminant. Dans un grand nombre de cas, c'est la famille qui donne accès à la terre où le jeune va s'installer. Le don d'une terre familiale est fait par la signature d'un certificat d'abandon de terres, exigé par le Centre à l'entrée en formation. Dans les centres de Bouam et de Sanguelima, la disponibilité des terres n'est pas un problème (« *on a la forêt* »). Les problèmes peuvent cependant surgir quand certains membres de la famille (tante, cousin, oncles) s'opposent à la transmission. Dans l'une des enquêtes, l'intervention d'autres membres de la famille, du directeur du centre et du chef de village ont été nécessaires. A Bafoussam où la terre semble plus rare, les allochtones et les femmes, dépourvues de l'appui local de leur famille, ont plus de difficulté d'accès à la terre.

Dans certaines enquêtes, le jeune a commencé des activités agricoles avant d'avoir terminé la formation. La famille est dans ce contexte un point d'appui essentiel, en particulier quand il s'agit d'élevage. Ce sont les parents, les frères et sœurs ou l'épouse qui entretiennent l'élevage pendant la formation. Les épouses ont souvent leur propre champ vivrier où elles produisent de quoi faire vivre leurs enfants quand elles en ont et souvent des compléments alimentaires à la « ration » sont apportés par elles à l'apprenant quand il est au Centre. Au-delà de l'alimentation, certaines enquêtes évoquent ponctuellement aussi des soutiens financiers apportés par la famille à l'apprenant. L'appui « psychologique » apporté par la famille est évoqué dans de nombreuses enquêtes, dans les moments où le jeune se décourage face à la formation ou quand il a fallu attendre l'arrivée des financements, ... Mais les choses sont ici contrastées : certaines familles disent que pendant que le jeune était en formation, elles ont eu très peu à s'occuper de lui (AFOP, les référents et la ration servant de point d'appui au jeune) ; d'autres familles évoquent les nécessaires « recadrages » autoritaires qu'elles ont eu à faire face à un jeune se rebellant contre l'autorité du Centre ou perdant de vue son projet professionnel. Souvent ces recadrages se font en lien avec la Direction du Centre et les jeunes concernés, interrogés pendant l'enquête, y voient finalement une action positive qui les a remis sur le droit chemin. Certaines enquêtes montrent que pendant la formation, l'appui des familles a été moins unanime pour les jeunes filles (« *ce n'est pas la place d'une femme* », « *c'est un travail trop difficile pour une femme* », ...) qui ont du faire preuve de détermination pour finalement obtenir l'adhésion des familles à leur projet. Cependant, même avec l'accord des familles, l'accès à la terre et la gestion de la main d'œuvre restent plus difficiles pour les jeunes femmes.

Les situations évoluent après l'insertion. Pendant la première année, tant que les systèmes de production ne sont pas productifs et stabilisés, les familles restent un point d'appui important pour le jeune. A Bafoussam, où les systèmes de production sont centrés sur l'élevage et parfois faiblement pourvus en production vivrière, peu de jeunes sont pleinement autonomes à ce jour pour leur subsistance quotidienne. Dans les trois centres, certaines mamans disent continuer à prendre en charge la vie quotidienne du fils et de sa famille, certaines familles payent l'eau et l'électricité, y

compris pour les bâtiments d'élevage ; parfois, elles donnent de l'argent pour permettre l'achat des coûteux intrants indispensables à l'élevage ; elles peuvent aussi favoriser l'accès du jeune au crédit informel d'une tontine ou d'une association. Elles continuent à apporter un appui psychologique et un « cadrage » du jeune. L'épouse apporte un appui important au jeune inséré, par sa force de travail dans ses champs ou dans l'élevage, par les activités de transformation et de commercialisation des produits du champ vivrier, mais aussi par son adhésion au projet et ses encouragements.

Certaines enquêtes montrent des situations où le jeune inséré, aîné de la famille ou seul fils encore présent à la maison, prend en charge la famille élargie ((mère, père, petits frères, petites sœurs) et devient de fait, chef de famille. Dans certains cas, ce jeune chef de famille va jusqu'à financer la scolarité de ses frères et sœurs plus jeunes.

Les familles s'accordent globalement pour dire que leur situation alimentaire s'est améliorée avec l'insertion de leur jeune. Dans les projets où le vivrier est systématiquement présent (Sanguelima, Bouam), la sécurité alimentaire de la famille nucléaire (femme, enfants) change, avec la production des champs vivriers, mais aussi la vente de bananes plantain ou de manioc, dont les revenus couvrent progressivement les besoins quotidiens élémentaires de la famille. Ainsi la mère d'un jeune inséré à Sanguelima estime que leur « *vie familiale a beaucoup changé, la famille mange plus et mieux parce qu'il y a des légumes et du poulet* ». Un père de jeune inséré de Sanguelima dit que « *On mange bien, on est bien nourris, notre vie a changé* » ; les conditions de vie de la famille de ses garçons (tous deux formés à AFOP) se sont améliorées, maintenant chaque un a de quoi manger, et vendre.

Les compétences acquises par les jeunes sont largement partagées en famille à travers les travaux en commun. Des parents anciens éleveurs de porcs à Sanguelima nous disent apprendre une nouvelle manière de produire les porcs, plus productive, avec leur fils. Une compagne témoigne de sa formation AFOP indirecte : « *Moi aussi je bénéficie d'AFOP, je suis AFOP comme ça sans diplôme* » « *il m'a appris comment faire les choses sans désordre, je suis déjà formée [] Maintenant je peux faire pour moi-même, monter mes activités toute seule, je connais les différentes provendes, vacciner, nourrir les bêtes, mais construire le bâtiment... Ça me dépasse* ». Dans la foulée, elle constate que maintenant elle travaille plus qu'avant. Une autre mère, à Sanguelima toujours, constate que la formation a beaucoup apporté à sa famille, et à son fils qui a appris beaucoup de choses sur l'agriculture qu'il ne connaissait pas avant. Elle-même dit avoir appris de lui des techniques en agriculture, et a toujours envie de mettre en place de nouveaux « petits champs », pour s'en occuper et en tirer des revenus. Elle aussi note qu'ils travaillent tous davantage qu'avant. La formation et les conseils sont partagés avec les voisins, ce qui remplit les familles de fierté.

L'autonomie croissante des jeunes est soulignée par dans plusieurs entretiens famille. Un père dit de ses fils « *ils sont presque autonomes* ». Maintenant il ne les aide plus comme avant. « *On travaille au champ ensemble, c'est tout, avant je soutenais même sa famille (femme et enfants), pour de choses simples comme le savon* » « *X. a construit sa maison, sa propre maison, et Y. le suit* ». Il dit que ses garçons sont devenus responsables et indépendants, chacun s'occupe de ses activités et de sa famille. Certaines familles soulignent le fait que l'autonomie financière de leur jeune inséré s'est améliorée. « *M.X. a changé de comportement, il épargne, il achète des choses pour la famille et lui-même. Et même, il prête de l'argent aux gens du village, aux plus responsables, sans taux d'intérêt* ». Il prend en charge d'autres frais de la famille : la maman est tombée malade et « *c'est lui qui a payé le médecin* ».

Au-delà des améliorations matérielles des conditions de leur vie, c'est la fierté et le soulagement des familles qui transparaissent dans de nombreux entretiens. Fierté de voir leur jeune maîtriser des compétences nouvelles, de le voir en activité, soulagement de le voir plus « *stable* », plus « constant » et gagnant en sagesse.

### **232. Les jeunes insérés et leurs pairs : une dynamique collective qui s'esquisse ?**

Dans les trois centres, des dynamiques collectives entre jeunes insérés apparaissent, mais restent pour l'instant encore essentiellement informelles.

A Bafoussam, des groupes informels de coopération entre les insérés s'esquissent avec un objectif de marketing en commun, d'achats groupés et d'accès au crédit bancaire en créant un GIC ; un projet d'acquérir une puce électronique de flotte pour assurer la communication est à l'étude. Il existe d'ores et déjà un partage de contacts des fournisseurs et des acheteurs entre insérés. La dynamique collective est ici venue suppléer au CI qui devait assurer cette intermédiation. L'idée de créer une coopérative se concrétise progressivement. Des journées Portes ouvertes organisées au centre ont alimenté la réflexion des jeunes dans ce sens. Mais pour l'instant, l'initiative n'est pas officialisée, les jeunes étant circonspects par rapport à l'attitude des futurs membres face à l'argent. Les groupes ne sont pas mixtes (2 groupes d'hommes et un groupe de femmes), n'intègrent pas de jeunes agriculteurs non AFOP mais regroupent plusieurs promotions, EA1 à EA4. Même si des liens plus forts ont été créés au sein de certains groupes, les jeunes insérés semblent tous échanger entre eux et connaissent relativement bien l'état d'avancement des projets des uns et des autres. Les personnes qui semblent plus isolées parmi le réseau interne à AFOP sont des allochtones ou/et des jeunes ayant un parrain « spécialisé » dans le monde agricole (vétérinaire, référent, CI), ou/et n'ont pas suivi la formation à Bafoussam.

A Sanguelima, 29 jeunes insérés ont créé une association de jeunes exploitants agricoles, dont le but est d'obtenir des subventions en nature (matériels, intrants...). Tout en appartenant à cette association, certains jeunes domiciliés loin de Sanguelima et/ou dans des villages privés de réseau téléphonique ont du mal à communiquer entre eux. Là aussi l'idée de coopérative intéresse certains jeunes qui voient là un moyen d'éviter les coxers, et de contourner la main mise sur le marché « des bamiléks ».

Même si ces dynamiques restent pour l'instant largement embryonnaires et informelles, il semble y avoir une aspiration claire des jeunes formés et insérés par AFOP à créer des structures collectives pour améliorer l'accès au marché, aux intrants, aux financements et aux acteurs économiques de leur territoire. Les jeunes sauront-ils les consolider et échapper à la tentation courante de créer des collectifs fictifs tout juste destinés à la captation de financement ? Les CI qui sont sensés accompagner ces dynamiques, apparaissent faiblement présents, notamment faute de disponibilité.

### **233. Les jeunes insérés : création de richesse et esquisse de leadership dans leur territoire ?**

Dans les trois centres de formation faisant l'objet des enquêtes 2016, les processus d'insertion des jeunes sont récents, les subventions ont été versées en 2015 et pour bon nombre d'entre elles ne sont pas encore totalement décaissées. Les jeunes ont souvent débuté des activités agricoles avant le versement de la subvention, mais leurs projets se sont déployés avec l'opportunité d'investissement représentée par la subvention. Beaucoup des systèmes de production en place ne sont pas encore



pleinement productifs et la première année de relevés de données économiques n'est souvent pas encore complète. Les enquêtes système de production qui sont en cours devraient permettre de mieux appréhender les données économiques de la production annuelle (produit brut, valeur ajoutée, revenu agricole, emploi). Le suivi annuel réalisé par le conseiller insertion avec l'ensemble des jeunes qu'il suit, devrait également produire des données mobilisables par le dispositif de suivi évaluation d'AFOP. A ce stade des études en cours – fin juin 2016-, il est donc prématuré d'avancer des résultats économiques de l'insertion à l'échelle du territoire. Cependant, l'installation de 111 jeunes, créant leur exploitation agricole dans les trois territoires, est en tant que telle, déjà un premier résultat économique significatif.

Sur le plan social, l'insertion des jeunes dans leur territoire reste contrastée : souvent objet de moquerie dans un premier temps, ils deviennent ensuite objet de jalousie à mesure que les résultats de l'insertion se précisent, puis – ou en même temps – objet d'une considération nouvelle. A Sanguelima et Bouam, la plupart des jeunes enquêtés sont originaires du territoire où ils s'installent. Ils l'ont parfois quitté pendant un temps pour un séjour à la ville, mais y sont le plus souvent revenus un long moment avant d'entrer en formation. A Bafoussam, les cas d'insérés allochtones sont plus nombreux. Dans tous les cas, leur insertion génère aujourd'hui des réactions contrastées.

Objet de moqueries du milieu pendant la formation « AFOP, l'école de la machette » « on va t'apprendre à planter le manioc ? », et plus encore pendant l'attente des subventions, les jeunes peuvent devenir très vite, une fois installés, objet de convoitise et de jalousie.

*M. F Sanguelima . «Quand il a fait la formation il y avait des moqueries du côté de ses cousins ils le prenaient comme « en enfant raté » du fait que l'agriculture n'est pas considérée comme un métier. [Maintenant] les problèmes dans son entourage s'observent sous forme de jalousie. Quand on a cru qu'il allait avoir beaucoup d'argent avec la subvention les gens de son village venaient lui demander de l'argent, mais ils se sont fâchés parce qu'il n'en a pas donné. Les gars de son entourage ne sont pas contents car il ne se regroupe plus avec eux pour se balader en ville ou pour aller prendre en verre, car il considère qu'il est une autre personne. Ils sont jaloux car il ne fait que ses activités.*

A Sanguelima et Bouam, une proportion importante d'enquêtes mentionnent le fait que les coûts exigés des jeunes pour la main d'œuvre, les intrants, les matériaux de construction, sont sévèrement majorés parce que les acteurs du territoire connaissent l'existence de la subvention. La subvention est perçue comme une mène publique qui doit être redistribuée.

*E 17 à Bouam « C'est dur de négocier les coûts quand les gens savent que tu as touché beaucoup d'argent ». « Les gens disent : Tu es un millionnaire et tu ne m'a pas pensé ! Y a trop de fourmis piquantes sur ses terres ».*

A Bouam et Sanguelima, la crainte de voir cette jalousie se muer en sorcellerie est grande parmi les jeunes insérés.

*A Bouam, un jeune inséré rencontré montre ses jambes en train de – littéralement- « pourrir », sans solution médicale à ce jour, et se dit persuadé d'être victime d'un sort mauvais.*

*M. X. Sanguelima. « Les gens pensaient qu'on n'aurait rien. Maintenant ils sont fâchés. Aujourd'hui les gens d'ailleurs me consultent mais ceux d'ici ne m'approchent pas. Un roi n'est jamais bien vu chez lui. [A propos de la jalousie et de la sorcellerie] les fourmies maya viennent chaque nuit dans le poulailler à 1 heure du matin. Il faut se lever pour les traiter. Les gens de mon village ne comprennent pas l'entraide, le village est toujours bloqué »*

*M.W. à Sanguelima . Il dit qu'il a des problèmes avec son entourage, il y a la jalousie et la sorcellerie. « on a tendance à fuir et tout abandonner si ta vie est en danger » « quand l'homme noir est jaloux il est capable de tout » « il y a des maisons ou je n'entre pas ».*

Face à ces craintes, les jeunes mettent en place des stratégies de discrétion et d'évitement (se montrer modeste, ériger des clôtures autour des bâtiments d'exploitation, vendre plus loin, ne pas parler, ni montrer ses résultats,...), mais aussi de redistribution (œufs, poulets, plants, conseils, informations ou appuis pour entrer dans la formation AFOP, ...). Dans les témoignages, les familles, elles-mêmes prises dans les écheveaux sociaux locaux, apparaissent de faible recours face à ces problèmes.

Les autorités des territoires apparaissent peu dans les témoignages des jeunes et de leur familles ; leur intervention semble être limitée aux fonctions « régaliennes » exercées dans le dispositif AFOP (légalisation des certificats d'abandon des terres, examen des projets dans les commissions territoriales et financières, ...).

Les jeunes insérés en revanche, affirment une présence résolue dans leur territoire et certains d'entre eux émergent comme jeunes leaders peu de temps après leur insertion. Ce leadership naissant apparaît à travers le conseil à l'agriculture et à l'élevage que les voisins et les membres de la communauté viennent progressivement demander au jeune, à mesure que ses compétences techniques et ses résultats s'affirment. A Bafoussam, ces conseils sont largement centrés sur l'élevage, les soins vétérinaires aux porcs et aux poulets, à l'alimentation et à l'utilisation d'engrais. A Sanguelima, un jeune inséré note que les chasseurs traversant la forêt où se situe son champ de cacao et de vivrier, viennent lui demander conseil. Un peu partout, l'utilisation des intrants, leur dosage, modalités d'application font l'objet d'échange de conseil entre les jeunes AFOP et leurs voisins.

Dans les trois centres, les insérés notent qu'ils deviennent des références pour leur milieu et certains deviennent aujourd'hui des référents AFOP de deuxième génération. A Bafoussam, ce sont 13 nouveaux référents issus des rangs des insérés AFOP qui viennent relever le niveau technique du territoire. Deux caractéristiques leur sont communes : ils évoluaient déjà dans le monde agricole avant la formation et leur système de production actuel dégage des résultats très positifs.

Certains jeunes insérés sont actifs dans les dynamiques collectives de leur territoire. Ainsi à Sanguelima, l'un des jeunes enquêtés est membre de la coopérative BAPIDJIAL (producteurs de poissons), à travers laquelle il espère obtenir des subventions. Il a créé une autre association, Secret Familial, pour obtenir un petit financement. Il est investi dans l'association des jeunes du quartier AIDVO. Le but est de leur trouver du terrain, de défricher les servitudes, les routes, les petits champs, de développer l'auto emploi chez les jeunes. Certains jeunes appartiennent déjà à un GIC, avec l'objectif assumé d'obtenir des subventions pour l'élevage, des semences, des financements. 11 jeunes insérés sur 25 ayant fait l'objet de l'enquête à Sanguelima sont membres de tontines. Certains sont investis dans des groupements d'entraide de leur village. Un jeune sur les 25, fait partie d'un

parti politique : OJRDPC. Un jeune sur 25 affirme ne pas vouloir adhérer à un groupe, préférant travailler seul pour éviter les conflits.

Les jeunes insérés commencent donc à gagner le respect de leur communauté, là où, il y a quelques mois, ils faisaient l'objet de moqueries.

Au-delà de ces tendances positives, il apparaît que les territoires ne sont pas encore vigoureusement mobilisés en appui aux jeunes insérés. Là encore, les CI, théoriquement en charge de la mise en synergie des territoires autour des insérés, semblent très peu présents.

La consolidation de l'ancrage territorial du dispositif AFOP semble donc être un enjeu majeur de pérennisation.